

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 25195C du rôle
Inscrit le 18 décembre 2008

Audience publique du 12 mars 2009

**Appel formé par Madame, ...
contre un jugement du tribunal administratif
du 24 novembre 2008 (n° 24348 du rôle)
en matière d'autorisation de séjour, sinon de tolérance**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 25195C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 18 décembre 2008 par Maître Adrian SEDLO, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame, née le ... à ..., Bosnie-et-Herzégovine, agissant tant en son nom personnel qu'en nom et pour compte de son enfant mineur,, née le ... à ..., Bosnie-et-Herzégovine, les deux étant de nationalité bosniaque, dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 24 novembre 2008 (n° 24348 du rôle), ayant déclaré non fondé son recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 7 février 2008 ayant refusé de faire droit à son demande tendant à se voir délivrer une autorisation de séjour pour raisons humanitaires, sinon un statut de tolérance;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 12 janvier 2009 par le délégué du gouvernement;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 12 février 2009 par Maître Adrian SEDLO au nom de la partie appelante;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Yves TUMBA MWANA, en remplacement de Maître Adrian SEDLO, et Madame la déléguée du gouvernement

Définitivement déboutée de sa demande en obtention du statut de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, en abrégé «la loi du 5 mai 2006», par arrêt de la Cour administrative du 25 septembre 2007, Madame, de nationalité bosniaque, présenta le 11 janvier 2008 au ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après dénommé «le ministre», une demande en obtention d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires pour elle-même et son enfant mineur et, en ordre subsidiaire, en obtention d'un statut de tolérance sur base de l'article 22 de la loi du 5 mai 2006. Cette demande fut rejetée le 7 février 2008, le ministre estimant que Madame ... ne disposait pas de moyens d'existence personnels suffisants conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1) l'entrée et le séjour des étrangers, 2) le contrôle médical des étrangers ; 3) l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, et que l'intéressée ne faisait pas non plus état de raisons humanitaires valables justifiant une autorisation de séjour au Luxembourg. Le ministre rejeta également la demande en obtention d'un statut de tolérance, formulée à titre subsidiaire, en faisant valoir qu'il n'existerait pas de preuves que l'exécution matérielle de l'éloignement de Madame ... et de son enfant serait impossible en raison de circonstances de fait.

Le 5 mai 2008, Madame ... , agissant en son nom personnel ainsi qu'en nom et pour compte de son enfant mineur, fit introduire un recours contentieux tendant à la réformation, sinon à l'annulation de ladite décision ministérielle et par jugement du 24 novembre 2008, le tribunal administratif rejeta le recours comme n'étant pas fondé.

Concernant la décision de refus d'accorder à Madame ... et à sa fille une autorisation de séjour, le tribunal retint que l'entrée et le séjour au Grand-Duché de Luxembourg peuvent légalement être refusés notamment lorsque l'étranger ne rapporte pas la preuve de moyens personnels suffisants pour supporter les frais de voyage et de séjour, abstraction faite de tous moyens et garanties éventuellement procurés par des tiers. Partant du constat que Madame ... n'était pas en possession d'un permis de travail et n'était dès lors pas autorisée à occuper un emploi au Grand-Duché de Luxembourg et à toucher des revenus provenant de cet emploi, elle ne justifiait pas de moyens personnels suffisants pour supporter les frais de voyage et de séjour au sens de la loi. Il ajouta que la simple expectative de pouvoir subvenir à ses besoins dans le futur en cas de délivrance d'une autorisation de séjour n'est en effet pas de nature à prouver l'existence actuelle de moyens personnels suffisants.

Concernant les raisons humanitaires invoquées pour pouvoir malgré tout bénéficier d'une autorisation de séjour, le tribunal retint qu'en la matière, l'autorité administrative est investie d'un large pouvoir d'appréciation mais qu'il appartient néanmoins au juge administratif de vérifier, d'après les pièces et éléments du dossier administratif, si les faits sur lesquels s'est fondée l'administration, sont matériellement établis à l'exclusion de tout doute et s'ils sont de nature à justifier la décision, de même qu'il peut examiner si la

mesure prise n'est pas manifestement disproportionnée par rapport aux faits établis, tout en soulignant que lorsqu'il est confronté à une demande d'autorisation de séjour de la part d'un étranger qui se prévaut valablement de menaces pour sa vie ou d'un risque d'être exposé à des traitements visés par cette disposition dans son pays d'origine et qui ne saurait partant faire l'objet d'une mesure de rapatriement, le ministre commettrait un excès de pouvoir refusant à une telle personne une autorisation de séjour et la laissant, nonobstant son droit à ne pas être expulsée ou éloignée par les autorités luxembourgeoises vers son pays d'origine, dans une situation de séjour irrégulier.

Le tribunal estima qu'en invoquant la situation prévalant actuellement au Kosovo et les risques que Madame ... courrait pour sa sécurité en cas de retour au Kosovo du fait de ses origines bosniaques et du fait que son mari serait considéré comme un collaborateur des Serbes, celle-ci faisait état de craintes de persécutions ayant déjà fait l'objet d'une analyse par les juridictions administratives dans le cadre de la demande de protection internationale, définitivement rejetée, de sorte que ces éléments ne pouvaient justifier à eux seuls la délivrance d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires. – Il estima pareillement qu'il ne ressortait pas des éléments et pièces du dossier que la situation sécuritaire se fût sensiblement détériorée à la suite de la déclaration d'indépendance du Kosovo au point de ne pas permettre un retour de Madame ... au Kosovo. Il ajouta que celle-ci n'avait pas établi les raisons pour lesquelles elle ne pourrait pas s'installer en Bosnie-et-Herzégovine, pays dont elle et son enfant ont la nationalité, étant donné que, la simple affirmation d'avoir été reniée par ses parents, d'une part, et le fait de ne pas disposer de ressources et d'un logement en Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part, ne sauraient constituer des raisons valables empêchant son installation en Bosnie-et-Herzégovine. Alors même que son mari serait installé au Luxembourg, il ne ressortirait pas des éléments d'appréciation soumis au tribunal que celui-ci ne serait pas admis à rejoindre son épouse en Bosnie-Herzégovine.

Concernant l'incidence de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et la violation alléguée du droit à une vie familiale, le tribunal estima qu'étant donné que Madame ..., accompagnée de sa fille, avait rejoint au Luxembourg son mari qui y était demandeur d'asile, qu'elle avait, à son tour, déposé une demande de protection internationale et que les demandes d'asile des deux époux avaient été rejetées comme non fondées, de sorte qu'au vu du caractère précaire du séjour au pays, un non-respect du principe de proportionnalité entre la décision de refus et la situation de la demanderesse, violant l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne pouvait être déduit du refus de l'autorisation de séjour, alors même que ladite décision litigieuse impliquait soit une séparation des époux, soit le départ de Madame ... avec son époux vers le Kosovo, soit encore le départ de celle-ci avec son époux vers la Bosnie-et-Herzégovine.

Concernant le deuxième volet de la décision litigieuse, portant refus de délivrer à la demanderesse un statut de tolérance, contre lequel le recours avait également été introduit, le tribunal rappela d'abord que l'étranger qui s'est vu refuser le statut de réfugié est légalement obligé de quitter le territoire et ne peut être toléré provisoirement sur le territoire que si l'exécution matérielle de l'éloignement s'avère impossible en raison de

circonstances de fait jusqu'au moment où celles-ci auront cessé. Il constata que Madame ... entendait se prévaloir, de manière inadmissible, en substance des mêmes faits que ceux invoqués dans le cadre de sa demande de protection internationale, définitivement rejetée, sans faire état d'un quelconque obstacle qui rendrait l'exécution matérielle de son éloignement du territoire impossible, les arguments avancés en cause ayant trait à la situation politique et sécuritaire prévalant actuellement au Kosovo et en Bosnie-et-Herzégovine et à un sentiment général de peur dans le chef de la demanderesse, lesquels ne sauraient constituer un élément de nature à établir que son retour dans son pays d'origine ou de résidence se heurterait à une impossibilité d'exécution matérielle justifiant l'octroi du statut de tolérance dans son chef.

Le tribunal refusa finalement d'accueillir le moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 18 de la loi du 5 mai 2006 qui oblige le ministre à faire usage des informations à sa disposition de manière individuelle, objective et impartiale, au motif que ladite disposition régit l'examen par le ministre des demandes de protection internationale et n'est partant pas applicable en matière de demande d'autorisation de séjour ou de statut de tolérance, Madame ... étant pour le surplus restée en défaut de démontrer en quoi le ministre n'aurait pas procédé à un examen objectif et impartial de sa demande.

Par requête déposée le 18 décembre 2008, Madame ..., agissant tant en son nom personnel qu'en celui de sa fille mineure, a régulièrement relevé appel du jugement du 24 novembre 2008.

Au fond, elle reproche d'abord aux premiers juges d'avoir retenu qu'elle ne disposerait pas de moyens d'existence personnels suffisants justifiant une autorisation de séjour au Luxembourg. Elle expose qu'en cas d'octroi d'une telle autorisation, elle disposerait aussitôt de l'opportunité d'obtenir un emploi stable et rémunéré. Dès qu'elle aurait obtenu l'autorisation de séjour, elle entreprendrait les démarches nécessaires en vue d'obtenir un permis de travail.

C'est pourtant pour de justes motifs que la Cour adopte que le tribunal administratif a jugé que l'étranger qui entend s'établir sur le territoire luxembourgeois doit, avant d'entrer sur le territoire, disposer des moyens suffisants pour financer son séjour et les frais de voyage et qu'il ne saurait prétendre obtenir une autorisation de séjour pour alors, muni de celle-ci, requérir un permis de travail et ainsi remplir la condition de la suffisance de moyens personnels.

L'appelante reproche ensuite aux premiers juges d'avoir écarté les raisons par elle invoquées – et rejetées – dans le cadre de sa demande d'asile, étant donné qu'à son avis, l'objet de la demande d'autorisation de séjour est différent et qu'aucune autorité de la chose jugée ne saurait jouer. Elle expose être membre de la minorité bosniaque du Kosovo, de religion musulmane et avoir dû fuir ce pays en raison des persécutions dont elle-même et son époux y auraient fait l'objet de la part des Albanais du Kosovo en raison du fait que son mari avait travaillé pour la police serbe. Une fuite vers la Bosnie-et-Herzégovine, dont elle a la nationalité, ne lui paraissait pas réalisable étant donné qu'elle n'y aurait pas d'attaches, de sorte qu'elle se serait vue contrainte de rejoindre son mari au

Luxembourg. La situation générale au Kosovo serait très instable et dangereuse, surtout pour les minorités ethniques.

Il est vrai qu'une demande d'autorisation de séjour et une demande de protection internationale ont des objets différents et que, techniquement, ce n'est pas l'autorité de chose décidée ou jugée qui s'attache à la décision définitive de rejet de la demande de protection internationale qui s'oppose à un nouvel examen des faits invoqués dans le cadre de la nouvelle demande.

Il est encore vrai, et le tribunal l'a retenu à bon droit, que la loi modifiée du 28 mars 1972, précitée, n'a pas expressément prévu d'autorisation de séjour pour raisons humanitaires, mais que dans le cadre d'une expulsion ou d'un éloignement, elle a envisagé la situation humanitaire d'un étranger se trouvant sur le territoire national en prévoyant en son article 14 que celui-ci ne saurait faire l'objet d'une telle mesure s'il établit que sa vie ou sa liberté sont gravement menacées dans le pays de destination ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme ou aux articles 1^{er} et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Il reste que ce sont les mêmes faits qui ont été appréciés successivement par le ministre, le tribunal puis la Cour administrative dans le cadre de la demande de protection internationale pour arriver à la conclusion que Madame ... n'avait pas fait état de persécutions et de craintes de nature à ce qu'elle bénéficie d'une telle protection. A défaut d'éléments nouveaux de nature à justifier un nouvel examen de sa situation, il n'y a pas lieu de se livrer à un tel examen mais de s'en tenir aux conclusions ayant été retenues à ce sujet dans le cadre de la demande de protection internationale.

L'appelante reproche ensuite au tribunal de ne pas avoir accueilli son moyen tiré de l'ingérence intolérable dans la vie familiale protégée par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas de renvoi dans son pays d'origine. Elle fait exposer qu'un refus de l'autorisation de séjour la forcerait à retourner vers la Bosnie-et-Herzégovine et le père de l'enfant, Monsieur ... n'aurait d'autre choix que de rentrer au Kosovo. Contrairement à ce qui a été exposé par les premiers juges, au vu des risques auxquels Madame ... et Monsieur ... seraient exposés en cas de retour au Kosovo et tenant compte du fait que Monsieur ... ne disposerait d'aucune autorisation de séjour en Bosnie-et-Herzégovine, les hypothèses d'un retour de la famille ensemble au Kosovo ou en Bosnie-et-Herzégovine ne se concevraient pas en l'espèce.

C'est pourtant à bon droit que le tribunal a estimé, se basant sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qu'en principe une vie familiale ne saurait se caractériser par des événements se produisant durant la période de séjour illégal d'immigrants sur un territoire et qu'il a relevé que tant Madame ... que Monsieur ... sont des demandeurs de protection internationale dont les demandes respectives ont été rejetées par les autorités luxembourgeoises, de sorte qu'une vie familiale, pas plus qu'un séjour tout court, ne saurait s'y concevoir. Il y a lieu d'ajouter que l'appelante n'a pas établi à suffisance de droit en raison de quelle circonstance tant elle-même que Monsieur

... ne pourraient pas aller vivre au Kosovo. Les raisons par elle alléguées du danger auquel ils s'exposeraient en cas de retour dans ce pays ne sauraient valoir, étant donné que, comme il vient d'être exposé ci-avant, ces craintes ont été déclarées non fondées.

Finalement, c'est à tort que Madame ... qualifie les risques de persécution par elle allégués de circonstances de fait empêchant l'exécution matérielle de son éloignement. Les circonstances invoquées, à les supposer établies, justifieraient le cas échéant l'octroi d'une protection internationale – mais il a été retenu ci-avant que la demande de protection internationale a été précédemment examinée et rejetée – mais ne sauraient en aucun cas constituer un empêchement *matériel* de l'éloignement.

Il suit des considérations qui précèdent que l'appel est à déclarer non justifié et que le jugement entrepris est à confirmer.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel en la forme,

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

partant confirme le jugement du 24 novembre 2008,

condamne l'appelante aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,
Francis DELAPORTE, vice-président,
Henri CAMPILL, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI